

■ DIJON

L'Opac accélère ses démolitions

► La convention de partenariat signée le 12 novembre avec la Caisse des dépôts et consignations accompagne la politique patrimoniale de l'Opac de Dijon qui prévoit, dans les dix ans, la démolition de 10% de son parc. Elle représente une enveloppe de 4,75 millions d'euros sous forme de prêts destinés à financer à la fois des opérations de démolition (en investissement et pertes d'exploitation) et des opportunités foncières. Les deux premières démolitions touchent à elles seules 5% du parc. Elles concernent les immeubles Billardon (250 logements), dans le quartier des Grésilles à Dijon, et Péguy (160 logements) à Chénôve, et s'étaleront entre juin et décembre 2003.

Aide au relogement

La convention porte également sur le financement d'un dispositif d'aide au relogement des résidents des immeubles voués à la démolition. A l'Opac, une cellule de quatre personnes répond aux souhaits des familles et leur apporte un accompagnement social et financier, par exemple le paiement des transferts de branchements (électricité, téléphone...). «Nous voulons transformer un événement subi en une nouvelle chance pour les locataires», explique Maddy Guy, présidente. Cette démarche, mise au point avec le concours de la communauté d'agglomération de Dijon (Comadi), a pour but d'impliquer les autres bailleurs sociaux. Par accord réciproque, les cinq autres organismes HLM présents dans l'agglomération se sont engagés à reloger 10% des locataires des deux immeubles voués à la démolition, au prorata de leur parc.

CHRISTIANE PERRUCHOT ■

■ POUILLY-SUR-LOIRE OUVRAGE D'ART SUR LA RN7

Un coffrage réglable selon l'épaisseur du tablier

► L'entreprise de coffrages Nony expérimente actuellement sur le chantier du pont de Pouilly-sur-Loire (Nièvre) une version évoluée de ses coffrages évolutifs pour tabliers en béton.

Le procédé a évolué depuis le brevet déposé en 1999. Il concernait un système d'armatures métalliques, articulées et perforées de plusieurs trous pour ajuster l'ouverture des coffrages selon leur profil. Il s'adapte désormais à des tabliers d'épaisseur variable. «Les angles peuvent varier de 6 à 25 degrés, ce qui permet de répondre précisément aux besoins des constructeurs tout en faisant du standard», explique Hervé Nony, gérant de la PME de Varetz (Côte-d'Or).

L'entreprise Jean Lefebvre

(Bourges), adjudicataire de l'ouvrage d'art, a retenu cette solution pour le pont à béquille qui enjambe l'autoroute A77, sur sa partie non concédée.

Achèvement du chantier de la RN7

L'ouvrage d'art conçu par le cabinet Renaissance (Paris) et constitué de trois travées avec un tablier en béton précontraint, sera achevé dans le courant du mois de mars. La mise aux normes de la déviation de Pouilly-sur-Loire sera réalisée dans la foulée.

Les 10 kilomètres de la section Pouilly-sur-Loire/Maltaverne marqueront alors l'achèvement de la mise à deux fois de voies de la RN7, de Cosne-sur-Loire à Nevers.

CHRISTIANE PERRUCHOT ■

■ BOURGOGNE VALORISATION DES MÉTIERS DU BTP

Formation du centième prescripteur en trois ans

► Initiée par l'Aref BTP, l'opération «Connaître le BTP» affiche un très bon bilan, avec 100 prescripteurs formés en trois ans, dont le dernier à Sens (Yonne) tout récemment. «L'image négative de ces métiers et la nécessité pour les entreprises de recruter un personnel motivé nous ont conduits à monter des sessions de quatre jours à l'attention du personnel des organismes chargés de l'orientation, de l'insertion et plus généralement de l'emploi», explique Laure Brugiou, conseillère en formation à l'Aref.

Par groupe de 20 en moyenne, les futurs prescripteurs apprennent d'abord à connaître la réalité du secteur, avec l'appui d'un cabinet spécialisé dans le BTP. Ils visitent

ensuite plusieurs chantiers. «Par méconnaissance, la plupart considèrent en arrivant que le BTP recouvre des métiers durs physiquement, non valorisants, mal payés, peu évolutifs et à peine mécanisés», fait remarquer Emmanuel Ginel, secrétaire général des Aref Bourgogne et Franche-Comté.

A leur sortie de stage, les prescripteurs évoquent au contraire une diversité de compétences, l'utilisation de technologies pointues, l'esprit d'équipe, des travaux délicats et précis, ainsi que de la créativité.

L'Aref reproduira l'expérience en Franche-Comté au printemps. Comme en Bourgogne, elle recevra un cofinancement du conseil régional.

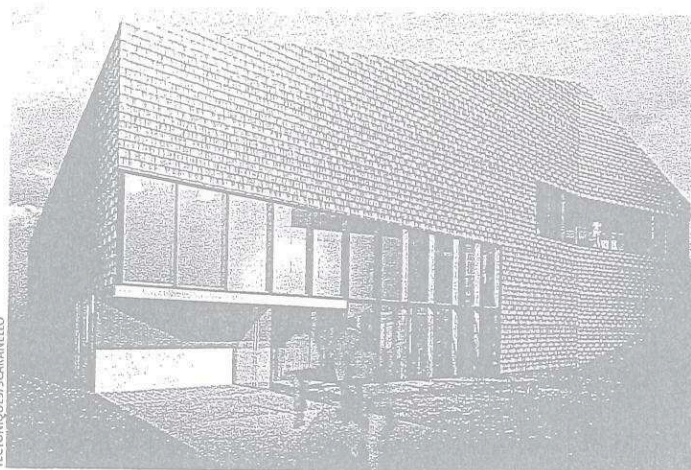
DIDIER HUGUE ■

■ JURA ELLE OUVRIRA SES PORTES EN 2004 DANS LE VILLAGE DE LAJOUX

La maison du Parc du Haut-Jura conçue en HQE

► La maison du Parc naturel régional du Haut-Jura, qui ouvrira ses portes en juin 2004, contribuera à structurer le centre du village de Lajoux. Le concours remporté par Max Rolland (Tectoniques), mandataire, et Antonio Scaranello, répond à cet objectif. «Pour rendre cet équipement attractif auprès du grand public, toute la difficulté consistait à atténuer l'impact architectural sans renoncer à un certain affichage», explique Jean-Gabriel Nast, président du syndicat mixte du Parc.

Le bâtiment de 1200 m² prolongera celui de l'ancien siège. L'édifice rappelle la maison traditionnelle jurassienne, avec une ossature bois et un revêtement de tavaillons (lames d'épicéa) sur les quatre façades. Sa réalisation, à partir du printemps prochain, répondra à une démarche haute



TECTONIKES/SCARANELLO

Avec son ossature bois, le bâtiment en projet rappelle la maison traditionnelle jurassienne (conception: Tectoniques et Antonio Scaranello, architectes; Ilex, paysagistes; CET, ingénieurs; ECPI, économistes).

qualité environnementale. Les priorités portent sur la technique de construction, à partir de pièces préparées en atelier afin de réduire les déchets et les déchets du chantier. La maîtrise des dépenses de chauffage a été recherchée grâce à une chaufferie ali-

mentée par des plaquettes-bois, une volumétrie compacte renforcée par une zone tampon entre les façades les plus froides et les pièces habitables. Plusieurs écoproduits sont mis en œuvre, comme le chanvre et, pour l'isolation de la toiture, des

plaques de gypse renforcées de fibres de cellulose.

Le projet de 3 millions d'euros a pris du retard suite à un premier concours jugé infructueux en janvier 2001. Il devrait démarrer au printemps 2003.

CHRISTIANE PERRUCHOT ■